

millions de dollars, j'ai pu me procurer un exemplaire des documents budgétaires du Canadien National. A la page 4 figure le titre: Canadien National—Budget d'investissements, Année 1969—Construction d'embranchements et la construction de nouveaux embranchements autorisée pour le prolongement de Windfall, pour Amesdale-Lac Bruce et Lac Stall-Lac Osborne. Je n'ai pas souvenir que les dépenses relatives à ces trois embranchements soient venues devant la Chambre, mais il se peut qu'elles y aient été présentées. Le coût figure au budget pour \$11,610,000. Pourquoi le ministre demande-t-il donc 19 millions de dollars? Pourquoi veut-il une réserve de 7 millions et demi de plus? Voilà ce que je ne comprends pas. Même en comprenant dans le total l'embranchement de Roberts Bank et celui de Nanticoke, qui coûteraient environ 5 millions de dollars il lui reste encore deux millions en main.

Pour revenir au discours du ministre du 13 novembre—et je ne sais pas s'il a lu le hantsard—la deuxième moitié de l'alinéa où il est question des embranchements n'a guère de sens. Mais je vous en donne lecture quand même:

Deuxièmement, le bill renferme une disposition qui autorise le Canadien National à emprunter 19 millions de dollars pour financer la construction de tous ses embranchements. Jusqu'à récemment, toute mesure législative spéciale pour la construction d'embranchements en autorisant le financement, et les embranchements qui n'exigeaient pas de mesure législative spéciale étaient financés à l'aide d'un fonds autonome.

J'aimerais demander au ministre ce qu'on entend par «fonds autonome»? S'agit-il de la réserve de 7 millions et demi de dollars qu'il nous demande maintenant? Et voici le passage que je ne parviens pas à comprendre:

Visant tous les embranchements, les dispositions du projet de résolution et du bill qui en a découlé montrent bien notre intention de prévoir dans le bill de financement et de garantie toutes les autorisations financières dont le Canadien National a besoin.

A mon avis, cette ou ces déclarations, comme vous voudrez, n'ont aucun sens. J'ignore si la ponctuation est mauvaise ou si on a oublié une ligne, mais ce n'est pas une réponse satisfaisante à fournir à la Chambre des communes, et c'est une autre raison pour laquelle j'ai affirmé que tous les députés de l'Ouest devraient appuyer cet amendement-ci.

Maintenant, monsieur l'Orateur, j'aimerais rappeler brièvement quelques points que le premier ministre de la Saskatchewan a fait ressortir. Quoique libéral, il fait preuve d'un jugement sûr à cet égard, et j'aimerais donner lecture d'une partie de ses observations. Il a dit ou il aurait dit:

«A notre avis l'adoption du Livre blanc sous sa forme actuelle serait un désastre pour l'Ouest.»

[M. McIntosh.]

L'article continue ainsi:

M. Thatcher a déclaré que des exemptions accrues pour les groupes à revenus modestes étaient chose louable, mais qu'une fraction seulement du Livre blanc traite de réforme fiscale. De fait, d'après lui, ce document est essentiellement une proposition qui vise à augmenter les recettes grâce à un impôt tout à fait nouveau—un impôt sur l'actif.

Monsieur l'Orateur, il se peut qu'il n'y ait pas grand rapport entre le Livre blanc sur la fiscalité et le bill proposé aujourd'hui, mais je trouve que le premier ministre Thatcher a fait mouche, puisque ce document prévoit une hausse de plus de 2,500 millions de dollars de nos impôts actuels. Les victimes seront des gens qui devraient échapper à toute taxation. En définitive, le Livre blanc sur la réforme fiscale augmentera le fardeau de ceux qui n'ont pas les moyens de payer l'impôt.

• (3.40 p.m.)

Il a poursuivi:

Cette surcharge fiscale pèsera sur le groupe à revenus moyens, les petits hommes d'affaires, les coopératives et les industries primaires.

Dans l'Ouest du Canada, aujourd'hui, nos industries primaires démarrent et elles peuvent difficilement absorber des frais supplémentaires.

L'autre jour, en lisant le numéro du 1^{er} décembre du *Financial Times* du Canada, j'ai été stupéfié par certains chiffres. D'abord, j'ai cru qu'ils étaient faux. Toutefois, comme ils figurent dans le *Financial Times*, ils sont peut-être exacts et ce sont les miens qui ne valent rien. Je ne vais pas lire l'article tout entier, mais seulement un passage:

A mesure qu'augmentaient les exportations du Canada vers les États-Unis, a constaté la Commission, l'offre de l'industrie américaine est devenue de plus en plus excédentaire. D'un sommet de \$22.26 la tonne en 1966 les prix sont tombés jusqu'à \$10, le prix actuel.

L'article ajoute que les autorités de la Saskatchewan rencontreront les représentants des chemins de fer:

... pour discuter de la proposition des sociétés ferroviaires de porter le taux de base pour le transport de la potasse de \$8.37 à \$8.91 la tonne.

Si ces chiffres sont exacts, si nos producteurs de potasse n'obtiennent que \$10 la tonne et doivent payer des frais de transport de \$8.91, alors où est le bénéfice? Qu'est-ce qui encouragerait les hommes d'affaires à continuer d'exploiter ce genre d'entreprise? N'importe lequel d'entre eux dira sans hésiter, «C'est peine perdue». Le développement de nos industries de ressources profite au Canada tout entier. Nous demandons au gouvernement de ne pas entraver l'exploitation des ressources dans l'Ouest, des ressources comme